



ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Édouard BELIN BP 54005
31 055 TOULOUSE cedex 4.

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

Le pouvoir adjudicateur :

ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7 avenue Édouard BELIN
CS 54005
31055 TOULOUSE Cedex 4

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500PI013

Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Prestations intellectuelles, relatif à :

Accord cadre mono-attributaire de missions de contrôle technique (CT), de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) et de coordination en matière de système de sécurité incendie (CSSI)

Appel d'offres ouvert en application de l'(des) articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	4
Article 2 - Décomposition du contrat	5
2-1-Allotissement	5
2-2-Forme du contrat	5
Article 3 - Généralités	6
3-1-Pièces contractuelles.....	6
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale.....	6
3-3-Réparation des dommages	7
3-4-Assurances	7
3-5-Autres obligations	7
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	9
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	9
4-2-Exécution complémentaire	9
4-3-Pénalités de retard	10
Article 5 - Prix et règlement	12
5-1-Contenu des prix	12
5-2-Variation des prix.....	12
5-3-Modalités de règlement	13
5-4-Périodicité des paiements	15
5-5-Avance.....	15
5-6-Sûretés	16
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	16
6-1-Lieu d'exécution.....	16
6-2-Conditions d'exécution des prestations.....	16
6-3-Clauses techniques	16
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	16

7-1-Niveau d'obligation prévu au contrat	16
7-2-Opération de vérification de l'étude	16
7-3-Garantie	16
Article 8 - Dispositions diverses.....	17
8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations	17
8-2-Protection des données à caractère personnel.....	17
Article 9 - Résiliation	21
Article 10 - Litiges et différends	21
Article 11 - Dérogations aux documents généraux	21

Article 1 - Objet du contrat

Article liminaire : Présentation du contexte d'achat

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master *etc...*
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des cinq continents,
- des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, *etc.*,
- 9 implantations en France.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse ;
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

En un peu plus de 75 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir, tant en France que dans le monde, la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : le transport aérien.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

La réalisation de missions de contrôle technique, de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs et de coordination en matière de système de sécurité incendie

Les prestations font l'objet de 3 lots :

Lot n° 1 : Réalisation de missions de contrôle technique sur les sites de l'ENAC

Lot n° 2 : Réalisation de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les sites de l'ENAC

Lot n° 3 : Réalisation de missions de coordination en matière de système de sécurité incendie sur le site ENAC de TOULOUSE

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu, par lot, à un accord-cadre à bons de commande mono attributaire sans montant minimum et avec des montants maximum définis par lot, en application de l'article R2162-2 et R2162-4 du Code de la commande publique. Les montants maximums figurent dans chacun des actes d'engagement.

Il est précisé la possibilité de faire un bon de commande pour une seule des différentes phases uniquement et pas l'ensemble des phases du projet.

Avant la réalisation des prestations, un devis estimatif reprenant les éléments de l'annexe financière du lot concerné, devra préalablement être adressé par le Titulaire au Chef du Département Technique et accepté par celui-ci, précisant le délai d'exécution.

Des prestations exceptionnellement non définies, en lien avec l'objet du marché et n'impactant pas le montant maximum de ce dernier pourront faire l'objet de bons de commande sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Ces bons de commande seront réalisés sur la base d'un devis préalablement adressé par le titulaire au Chef du Département Technique de l'ENAC et accepté par celui-ci.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximums de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont pour tous les lots **le Directeur de l'ENAC ou son délégataire, le Chef du Département Technique de l'ENAC.**

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à 6 mois après la fin d'exécution de l'accord-cadre hors prolongation de durée.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes financières propres à chaque lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- un Cahier des Clauses Techniques Particulières par lot et son (ses) annexe(s) éventuelle(s) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le(s) bon(s) de commande.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 1 000 euros HT par manquement.

Toutefois ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Sans objet.

3-3-Réparation des dommages

Les dommages directs de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages directs de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-4-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du Code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 39 du CCAG PI).

3-5-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-5-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les délais d'exécution de l'ensemble des prestations figurant au marché.

- Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des cahiers des clauses particulières et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

- Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou de l'accord-cadre.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 mois, à compter du de la notification du marché si elle est postérieure.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction, le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié par des clauses de réexamen, conformément à l'article R 2194-1 du Code de la commande publique :

- le réexamen du bordereau des prix unitaires afin d'intégrer des prestations non prévues initialement ;
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions techniques ou administratives intervenant dans le périmètre du contrat.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donnera lieu à une modification du contrat signée par les deux parties.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI les pénalités s'appliquent :

Pour le lot 1 CT :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	DATE DE DEPART DU DELAI	PENALITES
Rapport sur DIA/ESQ/APS/APD	1 semaines pour chaque	Date de réception du document	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
Rapport préalable	1 semaine	Sur phase APD	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
Rapport sur DAT	1 semaine	Date de réception du dossier DAT	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
Rapport initial (RICT)	1 semaine	Date de réception du dossier PRO	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
Avis sur les documents d'exécution	1 semaine	Date de réception du document	10 €/jour calendaire plafonnées (2)
Avis sur chantier	1 semaine	Date de visite	10 €/jour calendaire plafonnées (2)
Pré-rapport final	1 semaine	A compter de la convocation aux OPR	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
RVRAT	2 semaines	A compter de la convocation aux OPR	100€ /jour calendaire et plafonnées (1)
Rapport final (RFCT)	2 semaines	A compter de la levée des réserves et des non-conformités.	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
Att HAND / Solidité / ATTH / ATRA	1 semaine	Demande du MOA	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
VIEL	2 semaines	Date de visite	100€/jour calendaire et plafonnées (1)

(1) Les pénalités seront plafonnées à 300€ pour la remise de chacun des documents.

(2) Les pénalités seront plafonnées à 100€ pour la remise de chacun des documents

Pour le lot 2 CSPS :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	DATE DE DEPART DU DELAI	PENALITES
Rapport sur APS/APD	1 semaines pour chaque	Date de réception du document	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
DIUO Conception	1 semaine	Date de réception des documents PRO/DCE	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
PGC	1 semaine	Date de réception des documents de la phase PRO/DCE	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
Projet de règlement CISSCT	2 semaines	Date de réception des documents de la phase PRO/DCE	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
CISSCT PV de réunion	1 semaine	Date de la réunion	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)
Registre-Journal de la coordination	Au minimum une fois par mois ;	Après la réunion de chantier ou visite inopinée.	50 €/jour calendaire et plafonnées (2)
DIUO final	1 semaine	Date de réception des DOE	100 €/jour calendaire et plafonnées (1)

(1) Les pénalités seront plafonnées à 300€ pour la remise de chacun des documents.

(2) Les pénalités seront plafonnées à 150€ pour la remise de chacun des documents

Pour le lot 3 CSSI

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	DATE DE DEPART DU DELAI	PENALITES
Rapport en phase conception	1 semaine	A la demande de la maîtrise d'ouvrage	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
Cahier des charges	2 semaines	A la demande de la maîtrise d'ouvrage	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
Avis sur la cohérence des descriptifs techniques	2 semaines	Date de réception du dossier	10€/jour calendaire et plafonnées (2)
Avis sur les documents d'exécution	1 semaine	Date de réception du document	10€/jour calendaire et plafonnées (2)
Compte rendu de visite sur site	1 semaine	A compter de la visite	100€/jour calendaire et plafonnées (1)

Dossier d'identité SSI	2 semaines	Avant la date de passage de la Commission ou la date prévisionnelle de fin de travaux	100€/jour calendaire et plafonnées (1)
------------------------	------------	---------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------

(1) Les pénalités seront plafonnées à 300€ pour la remise de chacun des documents.

(2) Les pénalités seront plafonnées à 100€ pour la remise de chacun des documents

La mise en œuvre des pénalités est la suivante :

Le montant des pénalités est précompté lors du paiement des factures afférentes.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base des devis émis conformément au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance et au transport, des frais afférents à l'application de l'article 10 du CCAG PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

Pour les missions de CT et CSPS identifiées dans le bordereau des prix et dont la rémunération se fait selon un pourcentage, le forfait de rémunération est déterminé comme suit :

- Au moment de la commande, le forfait de rémunération sera défini en fonction du pourcentage de rémunération indiqué dans le Bordereau des prix appliqué au montant prévisionnel des travaux.
- A l'issue des travaux, le forfait définitif de rémunération des éléments de missions sera établi en fonction du pourcentage de rémunération indiqué dans le BPU appliqué au montant total des travaux tel qu'indiqué sur les DGD des entreprises travaux.
- Dans le cas où le montant total des travaux indiqué dans les DGD serait inférieur au montant prévisionnel, le forfait de rémunération établi sur la base du montant prévisionnel des travaux sera transformé en forfait définitif de même montant.

5-2-Variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution et révisibles à chaque date anniversaire par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Il appartient au titulaire d'adresser le bordereau de prix à l'adresse marches-publics@enac.fr faisant apparaître les prix révisés après application de la formule de révision ci-après, à compter de la date anniversaire et jusqu'à 3 mois après cette date. Passé ce délai, le tarif de la période précédente continuera à s'appliquer jusqu'à réception des prix révisés (sans rétroactivité).

Le calcul de la révision de prix est **à la charge du titulaire, justificatifs du calcul à l'appui** (mentionner le numéro de marché dans les échanges) à l'adresse marches-publics@enac.fr

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **avril 2025**. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Pour les 3 lots, les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [(ING_m / ING_o)]$.

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = dernière valeur connue de l'index à la date anniversaire de notification pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index C	Libellé de l'index
ING	Ingénierie

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Ces indices sont publiés sur le site LE MONITEUR : <https://www.lemoniteur.fr/>

Clause de sauvegarde

En cas de variation de plus ou moins 5% par rapport aux prix de l'exercice précédent, les parties pourront d'un commun accord convenir de l'application d'un coefficient de révision différent du résultat de la formule ci-dessus.

L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% par rapport aux prix de l'exercice précédent.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire, les co-traitants et les sous-traitants remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Lorsque le titulaire remet au Comptable une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures afférentes à l'accord-cadre portent, outre les mentions légales, les indications suivantes, sous peine de renvoi de la facture qui vaut interruption du délai global de paiement :

- les noms, Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de notification de l'accord-cadre ; le cas échéant, le numéro et la date de notification du bon de commande, de la tranche ou du poste ;
- la nature des prestations réalisées ;
- la date de livraison du bien ou du service ;
- le total HT et TTC de la facture ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont à libeller au nom du service émetteur de la commande.

Facturation électronique :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ☐ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ☐ Par dépôt au format PDF
- ☐ Par saisie en ligne dans le portail

***** Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

L'ordonnateur des dépenses est le Directeur de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile.

Le comptable assignataire chargé des paiements est **l'agent comptable de l'ENAC**, bâtiment J, 7, avenue Édouard BELIN, CS 54005, 31 055 TOULOUSE Cedex 4.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire soumis à l'obligation de facturation électronique transmet ses factures électroniques en utilisant le portail sécurisé de l'État, Chorus Pro, à l'adresse suivante :

www.chorus-pro.gouv.fr

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants :

- le numéro de marché,
- le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :
 - ENAC - Centre de Toulouse : 193 112 562 00015
- le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes

5-3-4-Répartition des paiements

Chaque prestation devra être facturée à l'établissement ayant émis le bon de commande associé.

L'annexe financière du bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R 2192-31 au R 2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40€.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements se font par acomptes mensuels suivant les éléments de prestations réalisés.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la commande publique. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 20% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 20,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

En application du Code de la commande publique, l'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Chaque ordonnateur est responsable du paiement de l'avance sur les bons de commande qu'il émet.

5-6-Sûretés

Sans objet.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations de tous les lots définis dans le présent marché pourront être exécutées :

- dans les installations du titulaire où auront lieu les opérations de contrôle et de vérification technique,
- sur tous les sites de l'ENAC pour les lots 1 et 2
- sur le site de l'ENAC TOULOUSE pour le lot 3

6-2-Conditions d'exécution des prestations

Se référer aux CCTP.

6-3-Clauses techniques

Se référer aux CCTP.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

7-2-Opération de vérification de l'étude

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en oeuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, il convient de se référer au CCTP.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur. Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Article 8 - Dispositions diverses

8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminés dans les conditions suivantes :

- pendant la durée du marché, les différents échanges se feront par voie **EXCLUSIVEMENT** dématérialisée par l'envoi d'un courriel soit par fax, accompagné des pièces jointes nécessaires, à l'adresse électronique précisée par le titulaire à l'acte d'engagement ou à une adresse électronique qui figurera dans l'offre et identifiée spécifiquement comme l'adresse où envoyer les pièces.

Le titulaire s'engage, dans les 24 heures suivant l'envoi de ce courriel, à accuser réception par écrit ou retour de courriel. Dans le cas contraire, le courriel sera considéré comme reçu par le titulaire à la date de l'accusé de réception électronique, et vaudra notification de la communication.

8-2-Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

8.2.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

8.2.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette

obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.2.2.1 - Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

8.2.2.2- Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

8.2.2.3- Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : marches-publics@enac.fr.

8.2.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : marches-publics@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais

et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.2.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8.2.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.2.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.2.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

8.2.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.2.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8.2.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article « description du traitement de données à caractère personnel » ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 9 – Fin du contrat

■ Arrêt de l'étude :

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet d'un bon de commande à l'issue de chacune des missions identifiées dans le BPU.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

■ Résiliation:

A tout moment l'acheteur peut résilier l'accord-cadre et/ou un bon de commande pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes

- dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI par l'article 4.3 du CCAP
- dérogation à l'article 30 du CCAG PI par l'article 7.3 du CCAP

Fait à Toulouse le 04/02/2025